

# **PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU**

## **CONSEIL MUNICIPAL DU 2 avril 2015**

L'An Deux Mille Quinze, le deux avril à dix-neuf heures, le Conseil Municipal régulièrement convoqué, s'est réuni à la Mairie sous la présidence de Monsieur Bruno CLEMENT, Maire.

**Présents** : M. CLEMENT Bruno, M. CARRINCAZEUX Gilles, Mme FOURTON Florence, M. DARME Patrick, M. FAURE Christian, Mme GIRAUDEAU Isabelle, Mme TRYZNA Dominique, M. LEMAIRE Frédéric, Mme VERDON Delphine, M. COUSTES Laurent, M. KESLER Jean, Mme BETILLE Lydia, M. GOUAILLARDET Patrick, Mme SOURNET Marie-Claude.

**Absents ayant donné pouvoir** : Mme DEBACHY Maryse à M. CLEMENT Bruno, M MENARD Eric à M. COUSTES Laurent, Mme RASTOLL Fabienne à Mme VERDON Delphine, M KONSCHELLE Josef à Mme FOURTON Florence.

**Absents excusés** : Mme LEMONNIER Marie-Christine

**Secrétaire de séance** : Mme VERDON Delphine

### **ADOPTION DU PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU 5 mars 2015**

Monsieur le Maire précise que chaque conseiller municipal a été destinataire du procès-verbal de la **séance du 5 mars 2015** et demande s'il y a des observations. Aucune remarque n'étant formulée, le Conseil Municipal, à l'unanimité, **approuve le procès-verbal de la séance du 5 mars**, dont chacun des conseillers a pu prendre connaissance.

### **AFFECTATION DES RESULTATS : BUDGET GENERAL COMMUNE**

#### **Exposé :**

Sous la présidence de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal, après avoir examiné le compte administratif 2014 de la Commune, décide d'affecter les résultats cumulés des deux sections comme suit :

#### **FONCTIONNEMENT**

- Résultat 2014 : + 267 249, 99 €
- Résultat antérieur : + 116 209, 45 €
- **Reprise Résultat antérieur Budget Transports (R 002) : + 29 495, 76 €**
- ⇒ **Total à affecter : + 412 955, 20 €**

#### **INVESTISSEMENT**

- Résultat 2014 : + 138 368, 66 €
- Résultat antérieur : + 112 350, 33 €
- **Résultat cumulé : + 250 718, 99 €**

#### **RESTES A REALISER :**

- **Solde : - 481 295, 00 €**

**BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT : 230 576, 01 €**

**AFFECTATION :**

Fonctionnement – Report à nouveau - R 002 : + 129 495, 76 €  
Investissement – Excédent capitalisé - R 1068 : + 283 459, 44 €  
Investissement – Solde d'exécution reporté - R 001 : + 250 718, 99 €

POUR : 14  
ABSTENTION : 4

**AFFECTATION DES RESULTATS : BUDGET ANNEXE EAU / ASSAINISSEMENT**

**Exposé :**

Sous la présidence de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal, après avoir examiné le compte administratif 2014 du service Eau et Assainissement, décide d'affecter les résultats cumulés des deux sections comme suit :

**EXPLOITATION**

- Résultat 2014 : + 15 385, 22 €
- Résultat antérieur : + 13 845, 41 €
- **Total à affecter : + 29 230, 63 €**

**INVESTISSEMENT**

- Résultat 2014 : + 19 962, 55 €
- Résultat antérieur : + 300 643, 72 €
- ⇒ **Résultat cumulé : + 320 606, 27 €**

**RESTES A REALISER :**

- **Solde : - 23 000 €**

**BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT : néant**

**AFFECTATION :**

Exploitation – Report à nouveau - R 002 : + 19 230, 63 €  
Investissement – Excédent capitalisé - R 1068 : + 10 000, 00 €  
Investissement – Solde d'exécution reporté - R 001 : + 320 606, 27 €

POUR : 14  
ABSTENTION : 4

**TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES**

**Exposé :**

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2121-29, L. 2311-1 et suivants, L. 2312-1 et suivants, L. 2331-3,  
Vu le Code général des impôts et notamment ses articles 1636 B sexies et 1636 B septies,  
Vu la loi n°80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale,  
Vu les lois de finances annuelles,  
Vu l'état n°1259 portant notification des bases nettes d'imposition des taxes directes locales et des allocations compensatrices revenant à la commune pour l'exercice 2015,

Monsieur le Maire expose les conditions dans lesquelles peuvent être fixés les taux des principaux impôts locaux, notamment :

- les limites de chacun aux termes de la loi du 10 janvier 1980 susvisée,
- les taux de l'année dernière et le produit attendu cette année

Il est proposé à l'Assemblée délibérante d'augmenter, dans une proportion **de 1,5%**, les taux d'imposition des taxes directes locales pour l'année 2015.

#### **Résolution :**

Après avoir entendu les explications qui précèdent, puis délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité de ses membres présents :

- **Décide** d'augmenter **de 1,5%** les taux d'imposition des taxes directes locales, pour l'exercice 2015.
- **Fixe en conséquence** les taux d'imposition pour l'année 2015 comme suit :

	<b>Taux 2014 (%)</b>	<b>Taux 2015 (%)</b>	<b>Bases prévisionnelles 2015</b>	<b>Produit fiscal attendu</b>
<b>Taxe d'habitation</b>	10,94	<b>11,10</b>	2 820 000	313 020
<b>Taxe foncière (bâti)</b>	18,59	<b>18,87</b>	1 773 000	334 565
<b>Taxe foncière (non bâti)</b>	42,65	<b>43,29</b>	111 100	48 095
<b>Total</b>				<b>695 680</b>

POUR : 14  
ABSTENTION : 4

#### **TAXE D'HABITATION : DEMANDE D'ABATTEMENT SPECIAL A LA BASE**

#### **Exposé :**

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal le courrier adressé par Madame Ghislaine CHIRON (résidant à SAUCATS) en date du 12/01/2015, par lequel l'intéressée sollicite, en tant que titulaire d'une carte d'invalidité, un abattement spécial à la base de la taxe d'habitation.

En effet, conformément aux dispositions de ***l'article 1411-2-3bis du Code général des impôts***, les conseils municipaux peuvent instituer un abattement de 10% de la valeur locative moyenne des habitations de la commune, en faveur des personnes handicapées ou invalides (abattement facultatif).

En conséquence, le Maire soumet cette demande à l'avis du Conseil Municipal.

#### **Résolution :**

Après avoir entendu les explications qui précèdent, puis délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité de ses membres présents :

- **Décide** de ne pas instituer l'abattement facultatif prévu à *l'article 1411-2-3bis du Code général des impôts*.

POUR : 12  
CONTRE : 2  
ABSTENTION : 4

### **BUDGET COMMUNE 2015**

**Exposé :** Monsieur Christian FAURE, 5<sup>ème</sup> Adjoint en charge des Finances, présente au Conseil Municipal le projet de Budget 2015 de la Commune qui s'établit comme suit :

**TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT : 2 205 049, 00 €**

- Dépenses : 2 205 049, 00 €
- Recettes nouvelles : 2 075 553, 24 €
- Résultat reporté (R 002) : 129 495, 76 €

**TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT : 1 885 645, 24 €**

- Dépenses nouvelles : 1 404 350, 24 €
- Restes à réaliser : 481 295, 00 €
- Recettes nouvelles : 1 634 926, 25 €
- Restes à réaliser : 0, 00 €
- Solde d'exécution reporté (R 001) : 250 718, 99 € €

**TOTAL DU BUDGET PRINCIPAL COMMUNE 2015 : 4 090 694, 24 €**

**Résolution :** Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité de ses membres présents :

- **Adopte** le Budget Primitif 2015 de la Commune.

POUR : 14  
ABSTENTION : 4

### **SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS 2015**

**Exposé :**

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal des demandes de subventions adressées par les associations locales (culturelles, sportives ou encore d'intérêt général) pour l'année 2015.

Chaque association a présenté, à l'appui de sa demande, un dossier comprenant notamment le compte-rendu financier de l'exercice précédent.

**Résolution :**

Après avoir examiné ces demandes puis délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité de ses membres présents :

- **Décide** d'allouer, au titre de l'année 2015, les subventions de fonctionnement telles que détaillées dans le tableau annexé à la présente.
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer toute pièce nécessaire au versement de ces subventions.

POUR : 14  
ABSTENTION : 4

Mme Lydia BETILLE, conseillère municipale, déplore l'état général du patrimoine bâti communal. En effet, la plupart des bâtiments communaux mis à disposition des associations (salle des fêtes, ancienne mairie et maison St Pierre) sont vieillissants et présentent de ce fait un état relativement dégradé, voire insalubre. Face à ce constat, elle suggère d'envisager une réduction des subventions accordées aux associations, afin de pouvoir dégager un budget permettant de missionner un bureau d'étude qui serait chargé d'établir un diagnostic de l'ensemble du patrimoine bâti. Un tel état des lieux permettrait de planifier, à l'avenir, la réhabilitation de l'ensemble des bâtiments concernés.

M. Patrick DARME, Adjoint au Maire en charge de la Culture, de l'animation et de la vie associative, précise cependant que l'ensemble des demandes d'intervention des associations sont traitées, en temps utile, par les services techniques.

M. le Maire ajoute que l'équipe des services techniques a été renforcée en 2014, par le recrutement d'un agent supplémentaire, ce qui a permis d'accroître le nombre des travaux effectués en régie. D'autre part, il précise que la majorité des associations (les plus importantes en termes d'adhérents) bénéficient des installations de la Ruche, depuis près d'un an maintenant. A ce jour, les locaux les plus vétustes sont effectivement l'ancienne mairie et la Maison St Pierre : seules 3 associations sont concernées. Il reconnaît que ces locaux sont certes vétustes, mais pas insalubres.

En outre, M. le Maire rappelle que la mise en place d'un agenda d'accessibilité est programmée pour l'année 2016 (démarrage de la mission d'ici la fin de l'année 2015). Ainsi, la réfection des locaux les plus vétustes pourra s'articuler autour de cet agenda d'accessibilité.

En conséquence, la municipalité ne reste pas inactive sur ce sujet ; elle intervient et agit dans la limite de ses moyens financiers.

M. le Maire fait remarquer que réduire les subventions aux associations menacerait leur équilibre budgétaire car si leur situation est correcte, il n'y a pas de marges de manœuvre.

### **FONDS DEPARTEMENTAL D'AIDE A L'EQUIPEMENT DES COMMUNES 2015**

#### **Exposé :**

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que la commune est susceptible de bénéficier en 2015 du soutien financier du Département au titre du **Fonds Départemental d'Aide à l'Equipement des communes (FDAEC)**.

Il donne lecture au Conseil du courrier en date du 23/12/2014, par lequel le Président du Conseil Général de la Gironde précise que le montant de l'enveloppe globale au titre du FDAEC 2015 a été reconduit à un niveau identique à celui de 2014. Les modalités d'attribution demeurent quant à elles inchangées : les dépenses éligibles au titre du FDAEC recouvrent l'ensemble des travaux d'aménagement ou de réparation de la voirie communale, les travaux d'équipement ainsi que l'acquisition de matériel, lorsque ceux-ci sont effectués sous maîtrise d'ouvrage communale.

Le Maire propose donc d'inscrire les dépenses d'investissement suivantes au titre de la programmation 2014 du FDAEC :

- |   |                      |
|---|----------------------|
| - Eclairage public Chemin des Vignes :  | <b>13 636 € H.T.</b> |
| - Mobilier Bibliothèque :               | <b>2 400 € H.T.</b>  |
| - Structure jeux extérieurs école :     | <b>5 795 € H.T.</b>  |
| - Stores salles de musique (la Ruche) : | <b>2 240 € H.T.</b>  |

⇒ **Montant total :** **24 071 € H.T.**

En conséquence, il soumet à l'Assemblée délibérante le plan de financement prévisionnel suivant :

Collectivité contributrice	Montant prévisionnel de la participation
Conseil Général 33 (FDAEC)	16 782 €
Autofinancement communal	7 289 €

**Montant prévisionnel global des dépenses :** **24 071 € H.T.**

**Résolution** : Après avoir entendu ces explications puis délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité de ses membres présents :

- **Approuve** le programme de dépenses qui lui est présenté et s'engage à réaliser ces dépenses d'investissement, pour un montant prévisionnel global de **24 071 € H.T.**
- **Adopte** le plan de financement prévisionnel relatif à ces dépenses et s'engage à inscrire les crédits correspondant au Budget Primitif de l'année 2015.
- **Sollicite**, pour la réalisation de ces travaux, la participation financière du Conseil Général de la Gironde au titre du FDAEC 2015, à hauteur de **16 782 €**.
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer toute pièce nécessaire à la finalisation de ce dossier et à effectuer les démarches qui s'ensuivent.

POUR : 17  
ABSTENTION : 1

### **BUDGET ANNEXE EAU / ASSAINISSEMENT 2015**

#### **Exposé :**

Monsieur Christian FAURE, 5<sup>ème</sup> Adjoint en charge des Finances, présente au Conseil Municipal le projet de Budget 2015 du service Eau et Assainissement qui s'établit comme suit :

**TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION : 290 093, 55 €**

- **Dépenses :** **290 093, 55 €**
- **Recettes nouvelles :** **270 131, 00 €**
- **Résultat reporté (R 002) :** **19 962, 55 €**

**TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT : 577 362, 22 €**

- **Dépenses nouvelles :** **554 362, 22 €**
- **Restes à réaliser :** **23 000, 00 €**
- **Recettes nouvelles :** **256 755, 95 €**
- **Solde d'exécution reporté (R 001) :** **320 606, 27 €**

**TOTAL DU BUDGET ANNEXE EAU/ ASSAINISSEMENT 2015 : 867 455, 77 €**

**Résolution** : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité de ses membres présents :

- **Adopte** le Budget Primitif 2015 du service Eau et Assainissement.

POUR : 17

ABSTENTION : 1

**CREATION D'UN SERVICE MUTUALISE D'INSTRUCTION DES  
AUTORISATIONS DU DROIT DES SOLS (ADS)**

**Exposé :**

Vu la promulgation de la loi ALUR qui précise qu'à compter du 1er juillet 2015, la gratuité du service ADS effectuée par la DDTM ne sera plus octroyée qu'aux seules communes de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'un EPCI regroupant 10 000 habitants ou plus,

Considérant la nécessité d'anticiper ce changement lié à la loi ALUR et donc de créer un service mutualisé d'instruction des autorisations du droit des sols (ADS) à l'échelle de la Communauté de Communes de Montesquieu,

Considérant le besoin pour la commune de bénéficier d'un service mutualisé d'instruction des autorisations du droit des sols (ADS),

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le principe de création, par la Communauté de communes de Montesquieu, d'un service mutualisé d'instruction des autorisations du droit des sols (ADS). La mise à disposition de ce service, auprès de la commune de SAUCATS est sous-tendue par la signature d'une convention permettant d'en définir les modalités organisationnelles.

**Résolution** : Après avoir entendu ces explications puis délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses membres présents :

- **Approuve** la création, par la Communauté de communes de Montesquieu, d'un service mutualisé d'instruction des autorisations du droit des sols (ADS).
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer la Convention de mise à disposition dudit service commun.
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer toute pièce nécessaire à la finalisation de ce dossier et à effectuer les démarches qui s'ensuivent.

POUR : 18

**MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MONTESQUIEU**

**Exposé :**

**Vu** l'arrêté préfectoral du 12 août 2001 fixant le périmètre de la Communauté de Communes de Montesquieu, l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2001 portant création de la Communauté de Communes de Montesquieu et approbation des statuts, les arrêtés préfectoraux des 1<sup>er</sup> mars 2004, 2 janvier 2006 et 22 décembre 2006, portant modification des statuts, les arrêtés préfectoraux des 22 juillet 2009, 15 juin 2011 et 19 juin 2014, portant modification des compétences de la Communauté de Communes de Montesquieu ;

**Vu** la délibération n°2015/02 du Conseil communautaire en date du 3 mars 2015, proposant la modification des statuts de la CCM ;

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver la **modification des statuts** de la Communauté de Communes sur les points suivants :

- ⊙ Article 3 – 1° : Développement Économique : Création, aménagement, entretien et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique, d'intérêt communautaire.  
Sont d'intérêt communautaire :
  - La Zone d'activité du Chateau à Beautiran ;
  - La Zone d'activité Laroche à Cadaujac ;
  - La Zone d'activité Coudougney à La Brède ;
  - La Zone d'activité route de Bois de Savis à Castres Gironde ;
- ⊙ Article 3 – 6° : La Communauté de Communes de Montesquieu assure la création et l'aménagement de la voirie, existante et à venir, d'intérêt communautaire, c'est-à-dire :
  - les voies communales assurant le raccordement immédiat des routes départementales aux zones d'activité communautaires ainsi que les voies intérieures de ces mêmes zones (Cf. cartographie jointe aux présents statuts)
  - les voies communales assurant le raccordement immédiat des routes départementales aux équipements communautaires (Cf. cartographie jointe aux présents statuts)
  - les voies donnant accès aux lieux de déplacement collectif (gares avec leur parking, aires de co-voiturage) (Cf. cartographie jointe aux présents statuts)
  - les voies donnant accès aux collèges du territoire communautaire, (Cf. cartographie jointe aux présents statuts)
  - les voies d'accès aux équipements dédiés aux gens du voyage (selon cartographie à délibérer)
- ⊙ Article 3 – 9° : Etude et réalisation d'un Schéma d'Accueil des Gens du Voyage dans le respect du Schéma Départemental.
  - Création, accès et desserte, financement et gestion directe ou indirecte de l'aire d'accueil et des aires de sédentarisation sur le territoire communautaire

Conformément aux dispositions législatives, cette modification statutaire doit être décidée par délibérations concordantes du Conseil Communautaire et de l'ensemble des Conseils municipaux des communes membres, ces derniers disposant d'un délai de 3 mois pour se prononcer sur les transferts proposés.

#### **Résolution :**

Après avoir entendu les explications qui précèdent, procédé à un échanges de vues puis délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses membres présents :

- **Approuve** la modification des statuts, telle que figurant en annexe de la présente délibération.
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer l'ensemble des pièces afférentes à ce dossier.

**POUR : 18**



## **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOGEMENT D'URGENCE**

### **Exposé :**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Commune est propriétaire d'un logement d'une superficie de 100 m<sup>2</sup> environ, situé 3 avenue Joseph Henri Lainé. Ce logement a vocation à être occupé ponctuellement par des personnes en situation d'urgence et de grande précarité.

Il convient donc de mettre ces locaux à disposition du Centre Communal d'Action Social (CCAS), établissement public compétent en matière d'aide aux personnes en difficulté.

Cette mise à disposition, consentie à titre gratuit, est sous-tendue par la signature d'une Convention entre la commune et le CCAS. Cette convention de mise à disposition est conclue **pour une durée de 5 ans** (à préciser) à compter de sa signature.

### **Résolution :**

Après avoir entendu les explications qui précèdent, puis délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses membres présents :

- **Approuve** les termes de la Convention de mise à disposition des locaux à titre gratuit.
- **Précise** que cette convention est conclue **pour une durée de 5 ans** à compter de sa signature.
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer ladite Convention ainsi que l'ensemble des pièces nécessaires à la finalisation de ce dossier.

POUR : 18

## **CESSION DE TERRAIN IMPASSE DU PONT DE BAUDES**

### **Exposé :**

Monsieur le Maire précise au Conseil Municipal que suite aux négociations amiables avec **M. et Mme Christophe CARRIE**, il a été convenu que la commune cède à ces derniers la **parcelle cadastrée C 2520**, d'une contenance **de 49 m<sup>2</sup>**, dont elle est propriétaire, au lieudit Impasse du pont de Baudes ((4, Impasse du pont de Baudes)

Cette cession est consentie par la collectivité à **l'euro symbolique**.

### **Résolution :**

Après avoir entendu les explications qui précèdent, puis délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses membres présents :

- **Autorise** la cession, au profit de **M. et Mme Christophe CARRIE**, de la parcelle cadastrée **C 2520**, d'une contenance **de 49 m<sup>2</sup>**, **pour l'euro symbolique**.
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer l'ensemble des pièces afférentes à ce dossier, notamment l'acte notarié relatif à cette cession.
- **Précise** que les frais d'acte notarié seront à la charge de l'acquéreur.

POUR : 18

## **PROJET PHOTOVOTAÏQUE**

### **Exposé :**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal le projet présenté par la société FONROCHE, consistant en la **création d'une centrale photovoltaïque au lieudit Argilas**, à proximité de celle déjà existante.

Ce projet consiste plus précisément en l'implantation de 15 624 panneaux, pour une production totale de 7 000 MWh.

Le Conseil est invité à donner un **avis** sur ce projet, afin que la société puisse finaliser le dossier.

### **Résolution :**

Après avoir pris connaissance des informations qui précèdent, procédé à un échange de vues puis délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité de ses membres présents :

- ***Ne donne pas d'avis sur ce projet.***

POUR : 14  
ABSTENTION : 4

***L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h 30***

CLEMENT B.

DEBACHY M.

CARRINCAZEAX G.

FOURTON F.

DARME P.

FAURE C.

GIRAUDEAU I.

TRYZNA D.

LEMAIRE F.

VERDON D.

MENARD E.

RASTOLL F.

COUSTES L.

LEMONNIER M.C.

KONSCHELLE J.

KESLER J.

BETILLE L.

GOUAILLARDET P.

SOURNET M.C.